

Editorial

Qu'il s'agisse de football aux championnats d'Europe, de tennis à Roland Garros ou Wimbledon, de cyclisme au Tour de France ou d'athlétisme aux Jeux olympiques en Chine – un mot résume la riche actualité sportive de l'été 2008, du moins en français. C'est le mot compétition. La langue allemande utilise diverses expressions pour traduire, au choix, une compétition sportive (*Wettkampf*), électorale (*Wahlkampf*) ou industrielle (*Wettbewerb*). Mais aussi différents soient-ils, tous ces vocables ont en commun de mettre en exergue un esprit de concurrence qui n'accorde ses chances qu'aux meilleurs – aux meilleurs athlètes lors des grandes rencontres sportives, aux meilleurs candidats ou des meilleurs partis politiques lors des élections et aux meilleures entreprises dans un contexte de mondialisation. Sans compétence la compétition se résume à la médiocrité. Le mot est certes à la mode et employé parfois abusivement, mais il est indéniable que la compétence, à ne pas confondre avec les qualifications, est un atout majeur.

Documents et *Dokumente* n'ont évidemment pas pour vocation de juger les compétences (ou pas) d'un Ribéry ou d'un Ballack, tout au plus cherchent-elles à analyser celles des hommes politiques ou à comparer celles des entreprises. Toutes deux ont plutôt l'ambition de démontrer qu'il peut y avoir entre la France et l'Allemagne une véritable synergie de compétences, laquelle se traduit d'ailleurs par un échange fructueux de contributions et de regards croisés entre les deux rédactions.

Le dossier de ce numéro ne prétend pas proposer une liste exhaustive des nombreux projets franco-allemands susceptibles de placer les deux pays en tête de la compétition européenne et d'améliorer les compétences de ses citoyens. Ce

dossier pose la question de la reconnaissance des compétences au-delà des frontières et présente quelques exemples significatifs des nombreux jalons qui favorisent la compréhension mutuelle et la connaissance du voisin sur la voie d'une meilleure compétence : savoir, savoir-faire, savoir-être.

Le deuxième tome du manuel d'histoire franco-allemand n'a pas eu droit au même écho médiatique que le premier, ce qui est en soi une forme de routine et donc de succès. Mais loin d'être banalisé, l'effort reste louable et difficile, unique en son genre dans le monde, car il s'agit de revisiter l'histoire en l'épurant des considérations nationales et nationalistes. Qui comprend le passé peut mieux envisager l'avenir et éviter les interprétations chauvines de l'actualité. De même, les manuels scolaires mis à la disposition des enseignants de français en Allemagne et d'allemand en France dans les établissements des deux pays constituent de précieux vecteurs d'information pour une compétence accrue sur la réalité quotidienne du voisin.

Le phénomène n'est pas nouveau. Depuis plus de six décennies, le Bureau International de Liaison et de Documentation (B.I.L.D.) et la Gesellschaft für Übernationale Zusammenarbeit (GÜZ) apportent leur contribution à la formation interculturelle. Le récent congrès franco-allemand des maires à Cologne a cherché à redorer quelque peu le blason des jumelages de cités dans ce contexte. Également au niveau universitaire, les stages dans des entreprises à l'étranger désormais proposés aux étudiants leur permettront plus tard de mieux affronter les aléas de la différence, lorsqu'ils entreront dans la vie professionnelle. Certains apprennent même à connaître la vie parlementaire au cœur même de l'Assemblée nationale ou du Bundestag dans le cadre de leurs études. A l'heure où la ratification d'un traité commun semble poser des problèmes à plusieurs pays de l'Union européenne, de telles formations permettront peut-être un jour de relever les défis du Vieux Continent.

La compétition européenne nécessite de telles compétences.

Gérard Foussier